

DESCRIPTION DE LA SITUATION SECURITAIRE ACTUELLE DANS LA REGION DU NORD ET DE L'EXTRÊME-NORD, CAMEROUN

(Proposé par : DOMINIQUE Joseph, Coordonnateur Général CAPDI-EFLC).

1^{ère} PARTIE : APERCU GENERAL DE LA SITUATION DES DEPLACES

A. Historique et Evolution de la secte Boko Haram

Depuis juillet 2013, les deux Régions du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun vivent dans une psychose tous azimuts due aux attaques perpétrées par la secte islamiste Boko Haram (B H). Ces incursions de Boko Haram dans les Régions du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun, des régions du nord-est du Nigéria, du Tchad et des villages le long du Lac Tchad sont devenues plus fréquentes à nos jours. Des rapports citent que, ces exactions incluent l'incendie des villages et des champs, l'enlèvement d'enfants, de femmes, l'intimidation de la population civile, tueries et personnes égorgées, des attaques dans les brigades, des intimidations dans les sultanats (Fotokol, Kousséri, etc.), mosquées et dans les chapelles/églises (Mayo-Moskota) et les opérations kamikazes dans les agglomérations (Maroua, Fotokol). Cette situation de plus en plus critique continue à fragiliser l'économie de cette sous-région: cas des convois de camions transportant de centaines de sacs des vivres arrachés par les milices de la secte B H et trafics commerciaux au ralenti (vivres du Nord et produits manufacturés du Nigéria).

En effet, quoiqu'on dise de l'origine de Boko Haram (politique, religieux, etc.), il semblerait que ce mouvement est né d'une contestation des jeunes réclamants le travail ou l'emploi grâce aux diplômes de formation obtenus dans les grandes écoles de la place et de l'Occident. Cet appel avait juste pour but l'écoute et la reconnaissance de leur réclamation. Malheureusement cette demande a été brutalement réprimée par la force. Ces jeunes firent brûlés leurs diplômes en taxant l'éducation occidentale de péché « Haram », d'où son appellation. Comme quoi « Boko Haram » n'est pas seulement politico-religieux, mais avant tout socio-économique.

Ainsi, en dehors des conditions de vie intenable et insupportables qui sont imposées aux communautés, il s'y ajoute que la sécurité est en ce moment mise à rude épreuve, par le développement de plusieurs foyers d'insécurité à travers les frontières Cameroun, Nigéria dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord et le long du Lac Tchad où sont tranchés les éléments de cette secte.

Malgré les dispositions des forces armées nationales (environ 3000 soldats équipés) et un déploiement récent d'une force multinationale d'environ 2600 dans les frontières, l'Etat camerounais et ses alliés n'arrivent toujours pas agir avec fermeté pour endiguer cette criminalité ignoble à cause de la complexité des stratégies des milices de la secte Boko Haram: utilisation des jeunes enfants (moins de 15 ans pour la plupart) qui se font exploser dans des opérations kamikazes, cas des opérations stratégiques occasionnées

en début de juillet à Fotokol et le mercredi 22 et samedi 25 juillet à Maroua faisant des dizaines de morts, des centaines de blessés et des familles en détresse. Selon certaines sources, B H recrute ces jeunes milices parmi les enfants des écoles coraniques dans les villages, parents moyennant de fortes sommes et certains forcés à sacrifier leurs progénitures pour la cause d'Allah. D'autres nous font penser à la réapparition des jeunes filles enlevées dans un lycée au Nigéria depuis 2013. Suite à un lavage de cerveau, ils constituent des bombes humaines dans les opérations kamikazes. Ainsi, ces terroristes nous imposent une guerre de civilisation dont leur expansion reste incontrôlable conduisant à un retour aux « temps barbares » ; d'où une dépravation de la paix, du Shalom.

B. Mobilité des populations

La détérioration de la situation sécuritaire a également eu un impact considérable sur la vie quotidienne des communautés hôtes. L'agriculture, le commerce transfrontalier, la pêche dans le Lac Tchad et autres activités ont été perturbées. Les activités militaires empêchent les civils de se déplacer librement, chose très difficile pour le grand nombre de populations nomades et pastorales de la région. Et les explosifs occasionnés par les bombes humaines agonisent également le vécu quotidien dans les grandes agglomérations.

La présence des mines et des milices de BH dans certaines zones (Fotokol, Mayo-Moskota et Kolfata) rend l'accès difficile aux agents humanitaires et les populations locales vident les villages.

C. Effectif des déplacés

La population déplacée totale est estimée à 81 693 personnes dans les départements de Mayo-Tsanaga et Logone-et-Chari qui abritent le plus grand nombre de déplacées.

Ce dernier temps, il est possible que le total de la population déplacée soit plus élevé du fait de cette montée en puissance de l'insécurité due aux opérations kamikazes, des incendies dans les maisons ou des cas d'une dizaine des pêcheurs égorgés dans le Lac Tchad. Comme corollaire, des familles fuient les villages, donc plus de 800 nouveaux déplacés enregistrés dans la Commune de Mayo-Moskota.

La plupart des personnes déplacées sont résidentes des communautés dans la région du fait de liens familiaux et ethniques. Ces communautés partagent nourriture, eau, terre et articles non alimentaires avec les personnes déplacées. Alors que la crise continue, une pression certaine sera placée à la fois sur les personnes déplacées et les communautés d'accueil. Selon les informations recueillies, 36% des personnes déplacées vivent dans des familles d'accueil tandis que 28% vivent dans des logements loués, 24% dans des sites improvisés et 12% dans les bâtiments endommagés et des bâtiments publics.

D. Relations avec la communauté hôte et la situation actuelle

Malgré la psychose et les stress dans les villages, les communautés d'accueil sont prêtes à accueillir les populations déplacées pour aussi longtemps que nécessaire ou pour des périodes limitées.

Cependant, dans les grandes agglomérations et dans les villes, l'amour du prochain s'est effrité surtout pour des étrangers dont on doute sur la provenance. Dans les mosquées, on refuse aux étrangers d'y accéder et les églises ont redoublé de vigilance : comités de vigilance créés pendant les cultes, interdiction aux femmes d'entrer dans les églises avec des sacs à main, réduction des lieux de culte à Maroua, etc.

Actuellement, le port du boqa ou autre voile pour les femmes est momentanément stoppée dans presque toutes les grandes villes du septentrion du Cameroun et des mesures d'accompagnement sont prises par les Imams. Des reprises des rafles (non conforme à la convention des droits de l'homme) sont organisées au quotidien dans les villes de Maroua et Garoua avec des fouilles systématiques aux voyageurs. Suite à une sensibilisation, les 'mototaxi men' donnent davantage des informations aux autorités. Cette coopération porte déjà fruit car les jeunes dénoncent à la police ou à la gendarmerie des cas suspect : ainsi, à Maroua, trois hommes portant des armes et des explosifs et six enfants de moins de 15 ans, en possession d'une bombe ont été interpellés par la police, et l'effort de ratissage continue.

A l'échelle nationale, en fin de ce mois de juillet, le gouvernement a pris des dispositions en rapatriant environ 2700 nigériens, vivant dans des conditions non conformes au Cameroun, notamment dans les Départements de Logone et Chari et Mayo-Sava.

2^{ème} PARTIE : ROLE ET ACTIONS DE L'EGLISE FACE A CETTE SITUATION

L'EFLC (Eglise Fraternelle Luthérienne du Cameroun) et les églises-sœurs collaborent pour le retour de la paix dans le Grand Nord Cameroun.

A. Elles mènent des actions sur la prévention des conflits, à savoir :

- ✓ Sensibilisation, échanges et éducation avec les communautés sur l'importance de la paix dans le pays.
- ✓ Organisation des rencontres des leaders islamo-chrétiens sur le niveau local, national et régional de manière permanente.
- ✓ Implication des autorités administratives dans les rencontres.
- ✓ Organisation des rencontres des femmes et des jeunes des différentes religions pour leur parler de la valeur de la cohabitation et de vivre ensemble.

B. Vision du Shalom :

La paix est au centre du christianisme et de l'islam. A cet effet, les leaders religieux prêchent la paix qui est un devoir de vivre ensemble avec les autres, par la tolérance et la recherche de la paix en évitant toute attitude qui fragilise la paix. Sans discrimination, les déplacés sont reçus pendant leur fuite dans diverses familles qui

leur prennent en charge et des quêtes spontanées et ponctuelles sont organisées pour leur cause dans les églises.

C. Défis et obstacles à surmonter

- ✓ Mettre ensemble, sur une même table, tous les leaders n'est pas facile : réunir les moyens et faciliter l'organisation et chercher un sponsor. Nous étions dos au mur pendant la conférence sur la prévention sur la paix tenue du 27 au 31 juillet 2015 à Garoua. Cette rencontre a vu la participation des leaders islamo-chrétiens du Grand Nord Cameroun, du Tchad, de la RCA, du Mali et du Bénin.
- ✓ La pauvreté dans les communautés associée aux préjugés populaires.
- ✓ Incompréhension et confusion au bien-fondé des relations islamo-chrétiennes car beaucoup pensent que de telles assises sont contre-nature et assimilées au syncrétisme.

D. Atouts

Il n'existe pas de tensions interreligieuses au Cameroun comme ailleurs ; d'où une situation à louer et à exploiter par nos leaders socio-religieux.